



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/NW_

**Arrêté préfectoral levant l'obligation de garanties financières
concernant l'ancienne carrière de limons
exploitée par la SARL Briqueterie CHIMOT,
au lieu-dit « les Dix-Huit » sur la commune de Marly**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses livres I, II et V et en particulier les articles L. 516-1, R. 512-39-3, R. 512-75-1, R. 516-5 et R. 181-45 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, Monsieur Bertrand GAUME ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 accordant l'exploitation par La SARL Briqueterie CHIMOT, dont le siège social est situé au 162 rue de Saint-Saulve – 59770 MARLY, ci-après dénommée l'exploitant, d'une carrière de limons au lieu-dit « les Dix-Huit » à Marly ;

Vu la visite d'inspection du 1^{er} juillet 2024 constatant l'usage agricole du site ;

Vu la notification de la cessation d'activité de la carrière par l'exploitant en date du 22 novembre 2024 ;

Vu le dossier de cessation d'activité et de remise en état de la carrière transmis du 15 mai 2025 ;

Vu les attestations SECUR et MEMOIRE établies par le cabinet certifié SOCOTEC en date du 2 septembre 2025 (référéncées A1427/25/170 et A1427/25/171) ;

Vu le rapport du 21 octobre 2025 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 21 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 23 octobre 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant que le cabinet certifié SOCOTEC atteste, sans réserve :

1. que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif pour sa carrière sur son site, conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ;
2. que la carrière a été réaménagée au fur et à mesure de l'exploitation ;
3. de l'adéquation des mesures réalisées jusqu'à présent par l'exploitant pour la réhabilitation du site avec les dispositions réglementaires applicables ;
4. qu'il n'est pas nécessaire de réaliser de travaux et que l'état du site est compatible avec l'usage futur défini ;
5. que, dès lors, rien ne s'oppose à la levée de l'obligation de garanties financières imposées par l'arrêté préfectoral du 1er décembre 1997 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Levée de l'obligation de garanties financières

Il est mis fin à l'obligation de garanties financières imposées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 (article 25 à 31) de la société Briqueterie CHIMOT pour l'exploitation d'une carrière de limons au lieu-dit « les Dix-Huit » sur la commune de MARLY 59770.

Article 2 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de MARLY ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de MARLY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 18 DEC. 2025
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO